

RENFORCEMENT DE CAPACITES SUR L'INTEGRATION DES CAPITAUX DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST.

Un atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités sur l'intégration des marchés des capitaux des pays de l'Afrique de l'Ouest ne disposant de bourse des valeurs, s'est tenu à Conakry le lundi 30 septembre 2024.

Présidé par le 1er Vice-Gouverneur de la BCRG, El Hadj Mohamed Lamine CONTE, cet atelier, organisé par l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui financier de la Commission Économique pour l'Afrique, a connu la participation des Partenaires Techniques et Financiers, des Hauts Cadres de l'Administration publique, des Représentants des Institutions financières guinéenne et des cadres de la BCRG.

Prenant la parole à cette occasion, la Représentante de la Commission Économique Africaine, Mme Sonia ESSOBMADJE, et le Directeur Général de l'IMAO, Pr. Olorunsola E. OLOWOFESO, ont tous les deux souligné l'importance de cet atelier qui vise à dynamiser le secteur financier guinéen et lui permettre de pleinement jouer son rôle de levier de financement du développement économique et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans son discours d'ouverture de l'Atelier, le 1er Vice-Gouverneur, au nom du Gouverneur de la BCRG, Dr Karamo KABA, a souhaité la bienvenue aux organisateurs et aux participants à cet atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités sur l'intégration des marchés des capitaux des pays de l'Afrique de l'Ouest ne disposant de bourse des valeurs à savoir, la Gambie, la Guinée, le Libéria et la Sierra-Leone.

Il indiquera que cet atelier qui s'inscrit dans le cadre d'une série d'ateliers de programme de renforcement des capacités des cadres des pays bénéficiaires, est la prolongation de la phase II du projet d'intégration des Marchés de capitaux en Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par l'IMAO, et visant à : (i) développer un programme de formation structuré sur les marchés de capitaux; (ii) veiller à ce que les participants acquièrent les connaissances nécessaires au développement des marchés de capitaux et, (iii) sensibiliser les parties prenantes dans les quatre (4) pays à une intégration solide des marchés des capitaux.

Le secteur financier, affirmera-t-il, constitue un levier important pour le financement du développement économique, ainsi que pour l'amélioration des conditions de vie des populations. A cet égard, il doit pouvoir mobiliser l'épargne intérieure pour financer les activités économiques. Pour ce faire, nos économies

ont besoin d'un secteur financier dynamique, résilient pour soutenir et maintenir la croissance dans une trajectoire progressive.

Malgré les progrès notables du système financier à travers la mise en place des nouvelles réglementations et d'innovation dans le secteur des institutions financières conformes aux normes internationales admises, le 1er Vice-Gouverneur notera que le système financier guinéen, à l'instar de la plupart des pays en développement, ne jouent pas encore pleinement son rôle. Le financement de l'économie guinéenne par le secteur financier, indiquera-t-il, limité aux banques et aux institutions de microfinance, demeure encore faible.

C'est pourquoi, dira-t-il en conclusion ; *« Je suis confiant que les fructueux résultats qui sortiront de ces échanges permettront aux Autorités à tous les niveaux de prendre les mesures adéquates en vue d'insuffler un nouveau dynamisme au projet d'intégration de nos marchés de capitaux »*

La Cellule de Communication